

LES SYSTEMES AGRO-INDUSTRIELS MEDITERRANEENS: UNE ANALYSE INTRODUCTIVE

ROLAND PEREZ (*)

L'objet de ce rapport instructif est de présenter quelques observations générales et les premiers éléments d'analyse des systèmes agro-industriels du bassin méditerranéen.

Ces réflexions s'intégrant dans un programme de travail collectif dont elles constituent une des premières expressions, nous mettrons l'accent sur des considérations conceptuelles et méthodologiques et sur les orientations majeures plutôt que sur les descriptions statistiques par secteur et/ou pays (1).

Après une présentation de notre problématique (I), nous analyserons la crise des systèmes agro-alimentaires méditerranéens (II), puis nous tenterons de dresser un premier état de la situation de l'agro-industrie dans le bassin méditerranéen (III).

I - Problématique: des filières agro-alimentaires aux méso-systèmes alimentaires et agro-industriels

Le rôle privilégié de l'approche en termes de filières dans le domaine de l'économie agro-alimentaire

On connaît l'apparition et le développement spectaculaire du concept de filière chez les économistes industriels français au tournant des années 70-80 (2), au point que certains auteurs en faisaient une spécificité de «l'école française d'économie industrielle».

On sait également que cet engouement est ensuite retombé et que, dans les mêmes milieux scientifiques, il est devenu de bon ton de critiquer, voire de brocarder, ce que l'on avait auparavant tant vanté.

Ce n'est pas le lieu, ici, de commenter ces retournements qui constituent des épiphénomènes de la vie scientifique. Une telle discussion nous amènerait à réfléchir sur la

(*) Professeur à l'Université de Montpellier et Directeur du CIHEAM-IAM Montpellier.

(1) Pour ces dernières le lecteur est invité à se reporter aux travaux référencés en bibliographie.

(2) cf notamment les colloques de l'ADEFI (Chantilly 1978, Lyon 1981, Nanks 1982), les articles de synthèse de Y. MORVAN (1981), J. DE BANDT (1988), ...

(3) par exemple, les travaux de M. PORTER à Harvard, travaux qui se sont développés non pas au département d'économie mais à la Business School.

(4) cf les travaux des chercheurs de l'INRA économie (Exemple: F. LAURET-J.C. MONTIGAUD à Montpellier sur les fruits et légumes)

Abstract

The present paper shows some general observations together with the basic elements of Mediterranean agro-industrial systems.

The problems of the agro-food «filière» in a dynamic system are shown, followed by the analysis of Mediterranean food system crisis. It is no longer a homogeneous model, as the different agricultures and the various socio-economic and political choices provoked its changes. Finally, the main features of Mediterranean agro-industrial sectors have been shown by analysing firms, their strategies and public intervention.

Résumé

Le but de ce rapport est de faire des observations générales et de présenter des éléments de base pour l'analyse des systèmes agro-industriels du Bassin Méditerranéen.

Après avoir illustré les problèmes des filières agro-alimentaires dans un système économique dynamique, on a analysé la crise du système agro-alimentaire méditerranéen, n'étant plus un modèle homogène. En effet, les agricultures et les divers choix socio-économiques et politiques des sociétés ont provoqué son changement.

On a enfin illustré les caractéristiques principales des secteurs agro-industriels méditerranéens, à travers l'analyse des entreprises, de leur stratégie et de l'intervention de l'Etat.

constance des économistes français à se distancer de la pensée économique dominante — c'est-à-dire anglo-saxonne —, également à l'impasse qu'a constituée la tentative de quantification des filières par l'INSEE.

En revanche, si les économistes se sont trouvés relativement déçus par l'utilisation du concept de filière comme instrument d'analyse du système productif, les spécialistes de stratégies d'entreprises s'en sont trouvés confortés, tant il est vrai que les filières dans lesquelles se situe une firme constituent une composante essentielle de son univers stratégique. A cet égard, les progrès enregistrés en France par l'analyse industrielle, au cours de la décennie 70-80, sont concomitants du renouveau d'intérêt Outre-atlantique sur les structures concurrentielles des entreprises (3).

Il est intéressant, en revanche, d'observer que, contrairement à leurs collègues d'économie industrielle, les économistes agricoles sont restés, dans l'ensemble, plus sereins et plus fidèles dans l'utilisation du concept de filière.

Ceci semble être la conjonction de plusieurs raisons:

Tout d'abord l'antériorité: depuis très longtemps, les activités agricoles et alimentaires sont organisées en filières structurées autour de certaines productions ou de familles de produits. Dans certains cas, la référence est celle du produit final proche de la consommation (filière. sucre), dans d'autres cas — les plus nombreux — du produit initial issu de l'agriculture (filière céréales).

Au plan des organisations professionnelles, les «interprofessions» — exemple: betteraviers-sucriers — attestent, au delà des tensions et des enjeux, des solidarités

qu'elles expriment dans la réalité économique, socio-culturelle et politique d'un pays. L'action des pouvoirs publics n'échappe pas à cette typologie, les règlements, les mesures d'interventions, voire l'organisation même des services concernés, s'effectuant selon une nomenclature de filières.

Aussi ne doit-on pas s'étonner que la communauté scientifique des économistes agricoles ait «naturellement» utilisé des approches en termes de filières et conceptualisé celle-ci dès les années 60 (4).

En résumé, on peut avancer que le concept de filières et la problématique d'analyse qui l'inspire est consubstantielle même à l'économie agro-alimentaire dont les deux termes constitutifs appellent à une relation privilégiée entre «l'amont agricole» et «l'aval alimentaire». Cette liaison, au niveau de l'analyse, n'est pas sans relation avec le poids de ces activités dans la société et, d'une manière corollaire, leurs poids politique.

La mise en cause des filières agro-alimentaires

Si le recours aux approches en termes de filières reste dominant dans le domaine agro-alimentaire, ce dernier connaît cependant une évolution importante qui tend à affaiblir, voir à rendre contestable l'utilisation trop exclusive d'un concept et de la problématique implicite qu'il exprime.

Ces évolutions ont plusieurs composantes qui tendent, pour la plupart d'entre elles, à se renforcer mutuellement.

1) La première concerne le poids général des secteurs agro-alimentaires dans les économies des pays développés. Quels que

soient les indicateurs retenus, — en amont le pourcentage de la production agricole marchande dans le PIB ou de la main-d'oeuvre agricole dans la population active, en aval le pourcentage des dépenses alimentaires dans les structures de consommation des ménages, le poids relatif du secteur agro-alimentaire est en *baisse constante en longue période*, au point que l'on peut considérer ces différents taux comme des indicateurs assez représentatifs du niveau de développement d'un pays et de son évolution temporelle. (cf tableau et graphique ci-joints)

2) Si le secteur agro-alimentaire pris globalement pèse d'un poids relatif moindre dans les économies modernes, il tend, par ailleurs à se *complexifier* et ceci à tous ses stades constitutifs.

a) En aval, les consommations alimentaires, en même temps qu'elles représentent une part de plus en plus faible du budget des ménages dans les «économies de satiété» se sont profondément transformées⁽⁵⁾.

Sous les effets conjugués de facteurs économiques, sociaux et culturels bien identifiés (urbanisation, travail des femmes, éclatement de la cellule familiale etc.), on assiste à des modifications rapides, parfois drastiques, des modes de consommation:

- déclin des repas traditionnels et essor corrélatif de la restauration hors foyer⁽⁶⁾.
- recherche de denrées alimentaires de plus en plus proches de leur utilisation finale (plats cuisinés, surgelés etc.)
- préoccupations diététiques aboutissant à une saturation plus grande de certaines consommations (graisses animales) et au profit d'autres (produits frais).

b) En amont, les conditions de productions agricoles ont connu des transformations différentes mais comparables par leur ampleur à celles des profils de consommation.

Le modèle de production dominant est devenu celui d'une agriculture intensive dont les rendements élevés sont liés à une forte productivité du travail et à une grosse consommation d'intrants industriels.

Cette industrialisation de l'activité agricole la déconnecte progressivement de sa dimension spatiale et la rapproche des activités industrielles classiques (la rejoint dans le cas limite du hors sol).

Comme on le sait, ce modèle dominant est lui-même discuté, ses performances techniques ne se traduisant pas forcément par une amélioration des revenus des agriculteurs (compte tenu des politiques de prix pratiqués et des charges financières encourues). Elles ont par ailleurs un coût externe considérable (faillites des exploitations marginales, exode rural, atteinte à l'environnement...); mais ces problèmes (endettement, chômage, pollution) sont justement ceux des économies industrielles contemporaines dans lesquelles le secteur agricole tend à devenir une composante «banalisée».

c) entre l'amont de la production agricole et l'aval de la consommation alimentaire, les activités de transformation et de commercialisation occupent une place croissante. Certes, ces activités ont toujours existé, par

exemple pour certains produits dont la consommation ne pouvait s'envisager qu'après transformation (sucre, céréales) ou lorsque les zones de production étaient éloignées des zones de consommation (produits tropicaux), mais il convient d'en souligner l'importance et leur intensité actuelle.

— ces activités, de «périphériques», sont devenues prépondérantes, au point que leur contribution à la valeur ajoutée par rapport à la valeur ajoutée agricole est également un indicateur pertinent du degré de développement du secteur agro-alimentaire et par là de l'économie d'un pays⁽⁷⁾.

— elles accentuent l'industrialisation du secteur agro-alimentaire et sa banalisation par rapport à d'autres secteurs économiques.

Les industriels de l'agro-alimentaire tendent à considérer les productions agricoles comme des simples intrants et donc l'agriculteur comme un fournisseur ou un «sous-traitant régi par les lois du marché ou par celles d'un contrat d'approvisionnement.

L'internationalisation des échanges permet aux industriels des arbitrages entre différents bassins de production, voire entre différents types de produits substituables.

Les progrès technologiques, notamment les révolutions issues des biotechnologies⁽⁸⁾ renforcent cette situation en mêlant les différentes filières traditionnelles ouvrant ici de nouvelles zones de concurrence, offrant là de nouvelles opportunités.

Cette internationalisation et cette complexité technologique ont pour effet de casser les filières traditionnelles au profit d'un ensemble de réseaux technologiques interdépendants et d'opérations sur les marchés internationaux.

Les acteurs concernés, firmes et groupes alimentaires, développent des logiques d'actions comparables à celles que l'on peut observer dans d'autres secteurs industriels⁽⁹⁾:

- recherche de positions significatives sur les différents marchés concernés, notamment par une politique de marques
- innovations technologiques en termes de procédés s'ajoutant aux innovations produits
- stratégies de domination fondées ici sur les coûts, là sur la différenciation
- croissance par acquisitions ou par investissements directs

Ces acteurs sont, à l'instar de ceux opérant dans d'autres secteurs, de tailles de plus en plus grandes⁽¹⁰⁾ et, dans le secteur agro-alimentaire, on observe des opérations de concentration importantes, parfois spectaculaires⁽¹¹⁾.

Parallèlement à cette concentration dans l'agro-industrie on assiste à une concentration au moins comparable, souvent supérieure des opérateurs commerciaux. Au-delà du rôle des grands traders au plan du marché international, nous faisons référence à celui, de plus en plus déterminant, de la grande distribution et de ses centrales d'achats. Les tendances observées sont générales avec une différenciation entre les pays telle que l'on pourrait également pren-

dre le taux d'achat en grandes et moyennes surfaces par rapport aux réseaux de distribution traditionnels comme un indicateur du développement des économies dites avancées.

Ces phénomènes s'appliquent, non seulement aux biens alimentaires, mais à l'ensemble des biens de consommation courante, accentuant la banalisation de l'activité alimentaire.

En résumé, on peut avancer que la diminution relative du poids du secteur agro-alimentaire dans les économies développées, les changements intervenus dans les modes de consommation et dans les systèmes de productions, l'industrialisation de l'agriculture, le poids devenu prépondérant des industries alimentaires, leur complexification, le rôle croissant de la grande distribution, tendent à la fois à banaliser le secteur agro-alimentaire et à réduire les effets de filières.

Vers une approche en terme de méso-système socio-technique dynamique

Des filières aux méso-systèmes

Il était naturel dès lors que les activités agro-alimentaires tendaient à se banaliser par rapport aux autres activités économiques de voir les critiques des économistes industriels à l'approche en termes de filières devenir recevables dans leur terrain d'origine.

Par quoi pourrait-on remplacer le concept et quelle nouvelle problématique pourrait-on définir?

J. DE BANDT propose de parler de «méso-système productif» entendu comme «un ensemble d'agents ou d'unités qui existe concrètement dans un espace d'activité spécifique»⁽¹²⁾.

«Ces agents et unités sont reliés par tout un ensemble de relations, marchandes ou non marchandes, qui s'insèrent dans un cadre organisationnel, y compris institutionnel, spécifique»⁽¹³⁾.

Le méso-système est donc «un ensemble organisé de relations»; il constitue «un espace stratégique pour les acteurs concernés»⁽¹⁴⁾. On voit ce que cette définition, par son caractère général, peut avoir de frustrant voire de tautologique. C'est possible, mais — nous semble-t-il, elle présente l'orientation la plus pertinente.

⁽⁵⁾ cf. travaux L. MALASSIS et M. PADILLA (1982, 1986).

⁽⁶⁾ cf. étude I.L. RASTOIN, S. VIALA TAVACOLI (1991).

⁽⁷⁾ cf. Travaux de L. MALASSIS (1986, 1990).

⁽⁸⁾ cf. numéro spécial de la revue d'économie industrielle (1984).

⁽⁹⁾ R. PEREZ (1989).

⁽¹⁰⁾ cf. AGRODATA (1990).

⁽¹¹⁾ Ainsi la «mega OPA» comme celle de KKR sur Nabisco pur 24 milliards de dollars; cf. travaux AGRODATA, R. PEREZ et S. ONCUOGLU (1990).

⁽¹²⁾ J. DE BANDT (1988).

⁽¹³⁾ idem.

⁽¹⁴⁾ idem.

Elle met clairement l'accent sur une approche en termes de systèmes, qui, si elle ne se situe pas dans une problématique théorique définie, offre un paradigme, c'est-à-dire un cadre d'analyse permettant de développer la réflexion d'une manière plus large que les paradigmes usuels⁽¹⁵⁾.

Par ailleurs, elle se situe dans une perspective dynamique, qui permet ainsi d'apprécier les «projets» des acteurs concernés, d'où la référence à «l'espace stratégique» de ces acteurs⁽¹⁶⁾.

Il convient de bien marquer la nature sociale de ces méso-systèmes, ce qui amène à «nourrir de chair» la configuration systémique de l'objet d'études pour lui permettre de lui donner un contenu réel.

Il est par ailleurs nécessaire d'immerger ces schémas systémiques dans l'histoire, notamment dans l'histoire longue, afin de les définir dans une temporalité, source d'accumulation, de ruptures et d'irréversibilité⁽¹⁷⁾.

C'est à ces conditions qu'une approche méso-systémique permettra de raisonner en termes de régulation, non pas sous la forme cybernétique classique de l'analyse des systèmes techniques, mais sous la forme de «processus dynamiques associés à une configuration des rapports sociaux et des structures économiques»⁽¹⁸⁾.

Les méso-systèmes alimentaires et agro-industries des sociétés industrielles contemporaines

Les sociétés traditionnelles dépendaient étroitement de l'activité agricole, de l'activité alimentaire et d'un monde rural qui en constituait l'essentiel de l'armature.

Les sociétés contemporaines, sociétés urbaines, consommatrices de biens et services incluant une part de plus en plus mineure de consommation alimentaire, entraînent une certaine dissociation des sphères agricole et alimentaire⁽¹⁹⁾.

Les activités agricoles sont de plus en plus intégrées aux activités industrielles qui constituent une part croissante de leurs intrants et à qui elles livrent l'essentiel de leur production. L'agriculture se trouve de ce fait en quasi intégration dans un méso-système agro-industriel dont elle constitue une com-

posante dominée, en position de sous-traitance.

L'activité alimentaire est de plus en plus liée aux autres activités de biens de consommation qui sont elles-mêmes dominées par un appareil de distribution de plus en plus puissant.

A l'intérieur de chacun de ces grands méso-systèmes des acteurs principaux jouent des rôles dominants: grandes firmes et groupes industriels d'une part, traders et réseaux de distribution d'autre part. Le monde agro-alimentaire tend ainsi à se constituer sous la forme d'«oligopoles bi-latéraux à franges»: les exploitants agricoles, les PME de transformation, les commerçants traditionnels, sans parler des consommateurs eux-mêmes, constituant «la frange».

Dans cette nouvelle «arène stratégique» que constitue l'agro-alimentaire contemporain, seul les Etats sont des éléments majeurs, à la fois partenaires et arbitres par rapport aux stratégies des grands acteurs privés.

II - La crise des systèmes agro-alimentaires méditerranéens

On présentera successivement quelques traits caractéristiques de l'économie agro-alimentaire méditerranéenne, puis le dérèglement et le déclin du système agro-alimentaire traditionnel, enfin l'émergence et la fragilité des nouveaux systèmes.

La Méditerranée et son économie agro-alimentaire

La Méditerranée: un macro-système complexe

Si un groupe de filières agro-alimentaires d'un pays donné peut-être considéré comme un méso-système, un ensemble aussi important et diversifié que celui constitué par les pays du bassin méditerranéen peut, sans aucun doute, être qualifié de macro-système complexe.

Macro-système, car il s'agit, à défaut d'une «économie monde», d'une région du monde dont le poids reste considérable⁽²⁰⁾.

Système complexe, s'il en est, tant par la variété de ses caractéristiques physiques que par celle des sociétés qui le composent et qui ne sont pas sans influencer les premières.

Cette diversité, voire cette hétérogénéité, ont été maintes fois décrites⁽²¹⁾, on se contentera d'en rappeler quelques évidences utiles à la présente analyse.

— plus que tout autre «système social» la zone méditerranéenne est le produit de son histoire. On ne comprend pas la Méditerranée si on ne se situe pas délibérément dans une perspective historique.

— la Méditerranée est un «système ouvert» et ne peut s'étudier indépendamment des autres régions du monde qui participent avec elle — et parfois à travers elle — au dé-

bat mondial. Certaines de ces composantes appartiennent également à d'autres formes de regroupements: la communauté européenne, l'Europe de l'Est, le Proche Orient, le monde arabe.

Les problèmes de la zone sont parmi les plus cruciaux de la crise mondiale (conflit israélo-arabe, montée des intégrismes religieux, etc...). Elle a été une zone forte de la confrontation est-ouest. Elle est plus que jamais un lieu où s'exprime les tensions nord-sud. Enfin, aujourd'hui comme hier, elle est le théâtre de rivalités nationales qui trouvent leurs racines dans les intérêts immédiats des Etats et dans la mémoire des peuples (guerre du Golfe, crise balkanique, etc...). Tous ces éléments ont pu faire dire que la crise méditerranéenne était un archétype de la crise mondiale⁽²²⁾.

Les caractéristiques du système agro-alimentaire méditerranéen traditionnel

Les origines du système agro-alimentaire méditerranéen traditionnel sont attestées par mille témoignages dont ceux des livres sacrés qui ne sont pas les moindres. En faisant référence, par exemple, aux classiques analyses braudéliennes, les caractéristiques des sociétés méditerranéennes, au plan de l'alimentation, dessinent une «civilisation du pain, du vin, de l'olivier», productions végétales auxquelles il convient d'ajouter les produits animaux de la zone: ovins, caprins et évidemment les poissons de Méditerranée.

Ce système alimentaire se situe ainsi d'une manière typée entre, au Nord celui des régions tempérées, au Sud celui des régions désertiques. C'est dire que le système alimentaire méditerranéen valorisant des productions traditionnelles de la région est une des caractéristiques de la zone.

En son sein, les industries alimentaires, souvent de types artisanales, se sont créées, en particulier pour les produits nécessitant une transformation; ainsi les meuneries pour les céréales, les huileries pour l'huile, ou les unités de vinification. L'ancienneté attestée de ces industries exprime un savoir faire technique.

Les entreprises commerciales étaient de deux types, d'une part des réseaux de distribution locaux et régionaux pour la déserte de marchés de proximité, d'autre part des maisons de négoce international pour les produits lointains.

La Méditerranée a toujours été en effet une zone d'échanges internationaux voire intercontinentaux, utilisant les facilités de voyages par terre ou par mer.

Globalement, et sous bénéfice d'une étude historique plus précise on peut avancer qu'il existe un système agro-alimentaire méditerranéen traditionnel fondé sur un modèle de consommation assez typé, au demeurant plutôt frugal.

Ce modèle est alimenté, pour l'essentiel, par des ressources internes et repose sur une industrie alimentaire adaptée.

Si la zone méditerranéenne a toujours été

⁽¹⁵⁾ (cf. particulièrement les travaux de Jean-Louis LE MOIGNE (1980-90).

⁽¹⁶⁾ Cette importance accrue accordée aux acteurs et à leurs projets stratégiques est également très présente chez les sociologues, cf M. CROZIER, A. TOURAINE.

⁽¹⁷⁾ cf. en France les travaux de l'école des Annales, à l'étranger ceux, par exemple, d'un I. WALLERSTEIN.

⁽¹⁸⁾ BOYER (1986).

⁽¹⁹⁾ Ainsi que de la sphère espace rural qui n'est pas ici étudiée.

⁽²⁰⁾ Sans reprendre le débat sur les limites du bassin méditerranéen, on peut considérer que, celui-ci représente sensiblement avec près d'un demi-milliard d'habitants 10% de la planète et une aire stratégique comparable à celle du continent européen avec lequel cette zone a une partie commune.

⁽²¹⁾ On pense, évidemment, à F. BRAUDEL et plus récemment à J.F. DREVET (1987) ou J. LE COZ (1990).

⁽²²⁾ R. PEREZ (1989).

Tableau 1 *Données agro-alimentaires des principaux Pays Méditerranéens. Moyennes 1961-65 e 1981-86 (en million de \$).*

Pays	Utilisation ressources	Production	Import	Export	Utilisation
Espagne 61-65	7.303	6.878	425	438	6.865
Espagne 81-85	24.949	21.352	3.597	3.481	21.468
France 61-65	16.703	15.005	1.698	1.255	15.448
France 81-85	32.415	20.143	12.002	15.849	16.566
Grèce 61-65	2.627	2.504	123	191	2.436
Grèce 81-85	6.181	4.955	1.226	1.326	4.855
Italie 61-65	15.088	13.705	1.383	752	14.336
Italie 81-85	29.372	17.934	11.438	5.386	23.986
Portugal 61-65	2.092	1.985	107	122	1.970
Portugal 81-85	3.143	1.839	1.304	513	2.630
Algérie 61-65	1.069	916	153	191	878
Algérie 81-85	6.899	4.654	2.245	88	6.811
Lybie 61-65	211	174	37	1	210
Lybie 81-85	2.276	1.017	1.259	0	2.276
Maroc 61-65	1.562	1.412	150	212	1.350
Maroc 81-85	2.916	2.133	783	534	2.382
Tunisie 61-65	406	358	48	74	332
Tunisie 81-85	1.687	1.230	457	179	1.508
Egypte 61-65	2.438	2.162	—	96	2.342
Egypte 81-85	9.585	6.110	75	234	9.351
Arabie Saudite 61-6	545	459	86	1	544
Arabie Saudite 81-8	7.725	2.851	4.874	91	7.634
Emirés+Pay du Golf	520	459	61	12	508
Emirés+Pay du Golf 81-85	3.735	1.258	2.477	245	3.490
Sirie 61-65	679	629	50	62	617
Sirie 81-85	4.358	3.601	757	94	4.264
Turquie 71-65*	6.061	6.000	61	246	5.815
Turquie 81-85	9.643	9.276	367	2.178	7.465
Israël 61-65	461	363	98	99	362
Israël 81-85	1.691	810	881	656	1.035
Yugoslavie 61-65	4.447	4.257	190	244	4.203
Yugoslavie 81-85	6.043	5.324	719	1.109	4.934

Source: MEDISTAT d'après M. Allaya, M. Lebonne, M. Papayannakis; 1988.

* Production Turquie 61-65 estimée.

une zone d'échanges, elle était globalement auto-suffisante, compte tenu des besoins modérés d'une population qui était elle-même en accroissement faible. Son équilibre alimentaire était réalisé avec les zones proches correspondant aux bassins de production autrefois exportateurs comme la Roumanie et le Soudan.

Le dérèglement du système agro-alimentaire méditerranéen traditionnel

La crise du système agro-alimentaire traditionnel est liée à plusieurs facteurs bien connus: démographique, économique et socio-politique

1) Le plus évident est constitué par la structure démographique qui, depuis vingt à trente ans, bouleverse l'équilibre économique et politique de la région.

Les pays de la zone Nord, au départ plus peuplés, ne connaissent plus qu'un accroissement naturel relativement faible et sont devenus — comme on le sait une zone d'immigration officielle ou clandestine.

En revanche, les pays des versants Sud et Est connaissent un important excédent naturel et, même si certains d'entre eux semblent être entrés dans la phase de transition démographique, les spécialistes divergent sur la durée et l'ampleur de cette transition⁽²³⁾. En toute hypothèse, cette pression démographique entraîne des besoins alimentaires considérables auxquels le système traditionnel est incapable de répondre. On assiste ainsi à un essoufflement de ce système et à un recours massif à des importations de denrées alimentaires par le biais du marché international.

Les pays de l'Est Européen (Yougoslavie, Albanie, Roumanie, Bulgarie) se situent devant une situation particulière compte tenu du dérèglement global de l'ensemble de leur économie et qui atteint tout particulièrement leur système agro-alimentaire. La Turquie est, en revanche, un contre-exemple dans la mesure où elle connaît à la fois un important accroissement démographique et cependant un développement de ses disponibilités alimentaires qui lui permettent d'être non seulement auto-suffisante mais exportatrice nette.

2) Un autre aspect important de ces bouleversements socio-démographiques, lié au précédent mais lui ajoutant des composantes propres, réside dans l'évolution des localisations et des mouvements de populations.

• Important exode rural et croissance parfois spectaculaire des zones urbaines dont certaines prennent l'aspect des mégapoles du tiers monde⁽²⁴⁾.

⁽²³⁾ Cf. travaux de FARJE (INED) se démarquant des projections des Nations Unies.

⁽²⁴⁾ On sait la différence essentielle entre l'exode rural de l'Europe du 19^e siècle, lié à la croissance économique et au mouvement général d'industrialisation de l'époque, et le développement urbain actuel dans les pays du sud, qui s'effectue dans un contexte de sous-emploi générateur de marginalisation des populations.

- Poussée vers le littoral, qui tend à être saturé et urbanisé
- Pression à l'émigration vers l'Eldorado européen entraînant en retour des réflexes de protectionnisme démographique qui tendent à faire de la Méditerranée un «nouveau Rio Grande» ⁽²⁵⁾.

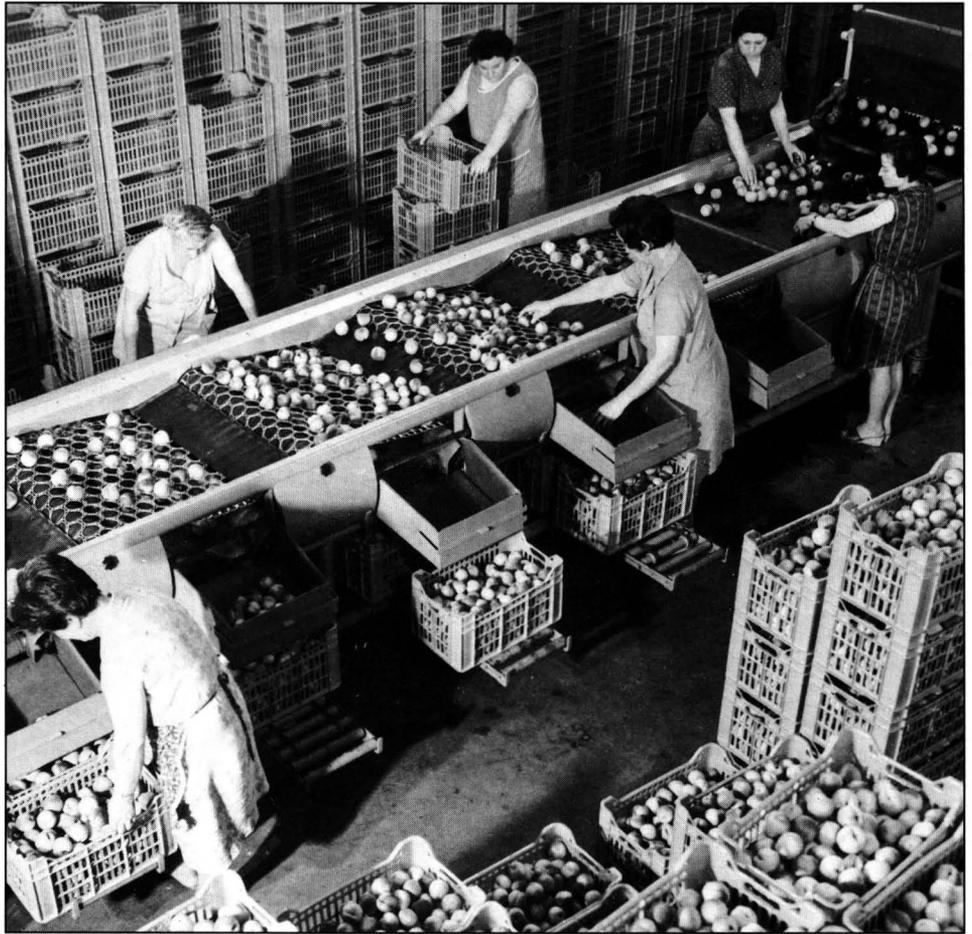
A ces flux permanents, il convient d'ajouter les importants flux temporaires liés au tourisme, véritable transhumance qui, chaque année, entraîne des flux aller et retour de dizaines de millions de personnes. Ceci aggrave la pression apportée sur le littoral méditerranéen avec des conséquences notamment en termes d'utilisation alternative des ressources (la terre, l'eau) et de pollution.

Ces phénomènes, notamment l'urbanisation des pays du Sud, au-delà des conséquences qu'elles ont en matière d'infrastructure et d'environnement, accentuent la rupture du système agro-alimentaire traditionnel. Il est en effet clair que ce dernier, qui a déjà du mal à nourrir correctement des campagnes surpeuplées, est encore plus dans l'incapacité d'approvisionner les nouvelles zones urbaines. Cette situation oblige les autorités politiques des pays concernés à recourir à des importations de denrées alimentaires pour prévenir une explosion sociale.

De telles décisions, dont on comprend les motivations politiques et sociales, sont à l'origine d'une «dualisation» des systèmes agro-alimentaires méditerranéens; le système traditionnel reposant sur des productions et des modes de consommation internes étant confronté à un système nouveau axé sur l'approvisionnement urbain à partir de produits importés dans le cadre d'opérations internationales dans lesquelles les politiques des Etats interfèrent avec les stratégies des grands opérateurs privés.

3) L'évolution des modes de consommation traduit et renforce les mutations socio-démographiques évoquées supra.

Ses causes en sont diverses; ici il s'agit de phénomènes d'imitation, là de contraintes d'approvisionnements entraînant une substitution de modes de consommation de produits importés par rapport aux produits locaux; ailleurs ce sera la dynamique des prix qui entraînera cette substitution ⁽²⁶⁾. On assiste en quelques années à des évolutions



considérables des structures des consommations des ménages.

— Les pays de l'Europe Communautaire tendent à se rapprocher en terme de normes de consommation et le modèle de consommation Nord Européen tend à se généraliser.

— Les pays du Sud et de l'Est (Turquie et Israël exceptés) connaissent de graves perturbations dans leurs systèmes alimentaires et des difficultés de productions et d'approvisionnement des centres urbains. Ces pays s'éloignent parfois momentanément, parfois durablement du système traditionnel, abandonnant ou presque certaines consommations devenues prohibitives (par exemple la viande en Algérie) au profit de consommation plus économique (par exemple semoule) reposant sur une politique publique de subvention et un approvisionnement en termes d'importations.

A l'intérieur même d'un même pays, on assiste à des différences sensibles: par exemple entre le Nord et le Sud de l'Italie ⁽²⁷⁾ ou entre l'Est et l'Ouest de la Turquie ⁽²⁸⁾.

4) L'insertion internationale apparaît comme l'un des facteurs majeurs de l'évolution des systèmes agro-alimentaires méditerranéens. Elle se traduit globalement par une perte de compétitivité des secteurs méditerranéens traditionnels au profit des systèmes

agro-industriels dominés par les pays du Nord (C.E.E. tempérée, USA, Canada, etc). Ce constat global s'applique aux différents éléments constitutifs des filières agro-alimentaires:

— en amont, les produits typiquement méditerranéens, qu'ils soient d'origines végétales (céréales, huile d'olive) ou animales (ovins, caprins) subissent le plus souvent des conditions de domination par les coûts. Ils présentent des conditions de compétitivité inférieures à celles des grands bassins de production mondiaux.

— en aval, les unités de transformation et les réseaux de distribution sont, le plus souvent, tant par leur taille que par leur degré d'organisation, dans l'incapacité de répondre aux énormes besoins suscités par les mouvements démographiques permanents ou temporaires ⁽²⁹⁾.

Ainsi l'existence d'une demande potentielle, même lorsqu'elle est solvable, n'est souvent pas de nature à susciter un développement des filières agro-alimentaires locales mais au contraire constitue un facteur supplémentaire du dérèglement de ces systèmes traditionnels en permettant à des opérateurs étrangers à la zone d'y prendre pied et d'en devenir des partenaires actifs.

C'est ainsi que la zone méditerranéenne est devenu un «enjeu mondial» ⁽³⁰⁾ pour les acteurs du commerce international; concu-

⁽²⁵⁾ Cf. expression de J.F. DREVET.

⁽²⁶⁾ Par exemple importation de blé tendre par rapport au blé dur ou d'huile d'arachide par rapport à l'huile d'olive.

⁽²⁷⁾ Note cf. thèse de SEGRE (1989).

⁽²⁸⁾ Note cf. travaux de S. ONCUOGLU et M. PADILLA. (1990).

⁽²⁹⁾ On pourrait ainsi citer les exemples du poisson offert au touristes au bord de la mer et qui vient des mers du Nord ou les moutons du sacrifice de l'Aid venant d'Australie ...

⁽³⁰⁾ Cf. sous-titre de l'ouvrage M. ALLAYA, M. LABONNE, M. PAPAYANNAKIS (1988).

Tableau 2 *Indicateurs structurels des principaux Pays Méditerranéens. Moyennes 1961-65 et 1981-85 (en million de \$).*

Pays	x	y	z
Espagne 61-65	0,88	0,06	0,06
Espagne 81-85	0,72	0,14	0,14
France 61-65	0,82	0,10	0,08
France 81-85	0,14	0,37	0,49
Grèce 61-65	0,88	0,05	0,07
Grèce 81-85	0,59	0,20	0,21
Italie 61-65	0,86	0,09	0,05
Italie 81-85	0,43	0,39	0,18
Portugal 61-65	0,89	0,05	0,06
Portugal 81-85	0,42	0,41	0,16
Algérie 61-65	0,68	0,14	0,18
Algérie 81-85	0,66	0,33	0,01
Lybie 81-85	0,82	0,18	0,00
Lybie 81-85	0,45	0,55	0,00
Maroc 61-65	0,77	0,10	0,14
Maroc 81-85	0,55	0,27	0,18
Tunisie 61-65	0,70	0,12	0,18
Tunisie 81-85	0,62	0,27	0,11
Egypte 61-65	0,85	0,11	0,04
Egypte 81-85	0,61	0,36	0,02
Arabie Saudite 61-65	0,84	0,16	0,00
Arabie Saudite 81-85	0,36	0,63	0,01
Emirés+Pay du Golf 61-65	0,86	0,12	0,02
Emirés+Pay du Golf 81-85	0,27	0,66	0,07
Sirie 61-65	0,84	0,07	0,09
Sirie 81-85	0,80	0,17	0,02
Turquie 61-65*	0,95	0,01	0,04
Turquie 81-85	0,74	0,04	0,23
Israël 61-65	0,57	0,21	0,21
Israël 81-85	0,09	0,52	0,39
Yugoslavie 61-65	0,90	0,04	0,05
Yugoslavie 81-85	0,70	0,12	0,18

Source: Nos élaborations des données du Tableau 1.

rence qui prend parfois l'allure d'une confrontation entre pays exportateurs ⁽³¹⁾.

L'émergence et la vulnérabilité des nouveaux systèmes agro-alimentaires

La perte de compétitivité des filières agro-alimentaires méditerranéennes, le dérèglement puis le déclin du système traditionnel qu'elles expriment se sont accompagnées par de nouvelles configurations qui constituent autant de nouveaux systèmes en complémentarité ou en substitution avec le système traditionnel (que nous désignerons par le sigle AGAT).

Deux de ces nouveaux modèles retiendront notre attention vu leurs importances croissantes dans les pays concernés et dans l'équilibre de leur économie:

— l'un, a été évoqué supra: il s'agit d'un système alimentaire axé sur la consommation populaire en milieu urbain et s'approvisionnent par l'intermédiaire de décisions publiques sur le marché international. Nous l'appellerons: système alimentaire d'importation (ALIM).

— l'autre, bien qu'ancien dans son principe, a pris une place majeure dans les stratégies de certains pays. Il repose sur le développement des exportations de produits agricoles pour lesquels la zone méditerranéenne dispose d'avantages compétitifs solides. Nous l'appellerons: système agro-exportateur (AGEX).

Effectivement la zone méditerranéenne est devenue la première région du monde de production et d'exportation pour un certain nombre de produits, en particulier les fruits et légumes ⁽³²⁾.

Ces deux nouveaux systèmes ont en commun de faire référence l'un et l'autre au marché international. Leur conjonction tend à dessiner l'insertion de l'espace méditerranéen dans le commerce mondial des produits agricoles et alimentaires:

— importation des produits pour lequel la zone est moins compétitive, céréales, sucre, viandes bovines et produits laitiers.

— exportation de produits pour lequel sa position de compétitivité est meilleure (fruits et légumes).

Cette approche très libérale des échanges internationaux ferait ainsi de la Méditerranée, une région de spécialisation: le «jardin de l'Europe» (du Nord) qui en retour lui assurerait l'essentiel de son alimentation de base.

Cette vision, quelque peu idyllique d'une Méditerranée et de son système agro-alimentaire, ne va pas sans poser quelques problèmes majeurs

1) Il s'agit d'une fausse symétrie, les capacités d'exportations des pays méditerranéens, par exemple en fruits et légumes ne se comparent pas — et de loin — à leurs

⁽³¹⁾ Exemple pour le blé cf. «La guerre du blé», dossier du Monde Diplomatique (1987).

⁽³²⁾ Cf. colloque CIHEAM-CEE de Chania, Novembre 1990.

Tableau 3 *Données agro-alimentaires.*
Situation par zones, moyennes 1961-65 et 1981-85 (en million de \$).

	Pays	Utilisation ressources	Production	Importation	Exportation	Utilisation
I —	CEE-Méd 61-65	43.813	40.077	3.736	2.758	41.055
	CEE-Méd 81-85	96.060	66.493	29.567	26.555	69.505
	81-85/61-65	2,2	1,7	7,9	9,6	1,7
II —	Pays Tiers Méd 61-65	23.439	21.539	1.900	1.813	21.626
	Pays Tiers Méd 81-85	76.389	50.180	26.209	6.996	69.393
	81-85/61-65	3,3	2,3	13,8	3,9	3,2
A —	Maghreb 61-65	3.248	2.860	388	478	2.770
	Maghreb 81-85	13.778	9.034	4.744	801	12.977
	81-85/61-65	4,2	3,2	12,2	1,7	4,7
B —	Machrek 61-65	9.030	7.929	1.101	712	8.318
	Machrek 81-85*	44.866	25.500	19.366	2.154	42.712
	81-85/61-65	5,0	3,2	17,6	3,0	5,1
C —	Autres P.T.M. 61-65*	11.161	10.750	411	623	10.538
	Autres P.T.M. 81-85	17.745	15.646	2.099	4.041	13.704
	81-85/61-65	1,6	1,5	5,1	6,5	1,3
I+II	Ensemble Méd 61-65	67.252	61.616	5.636	4.571	62.681
	Ensemble méd 81-85	172.449	116.673	55.776	33.551	138.898
	81-85/61-65	2,6	1,9	9,9	7,3	2,2

Source: MEDISTAT d'après M. Allaya, M. Lebonne, M. Papayannakis; 1988.

besoins alimentaires⁽³³⁾. Comme on l'a vu cette distorsion ne va certainement pas s'atténuer à court terme mais devrait au contraire s'accroître.

2) Les produits concernés n'ont pas le même «statut» dans la structure des dépenses alimentaires, alors que certains (ALIM) concernent les besoins de types fondamentaux, dans d'autres cas (AGEX) nous sommes en face de produits dont le caractère indispensable est moins marqué.

Aller sans précaution dans cette voie d'une spécialisation à outrance de la zone méditerranéenne aboutirait certainement à une déstructuration rapide, encore plus rapide des filières agro-alimentaires traditionnelles (AGAT). Ceci entraînerait une dépendance alimentaire accrue des pays importateurs au profit des pays exportateurs qui disposeraient d'une véritable «arme» alimentaire avec une contre partie limitée.

3) Si le système agro-exportateur méditerranéen (AGEX) repose sur des biens moins fondamentaux, il supporte par ailleurs deux types de contraintes:

— d'une part les productions méditerranéennes sont souvent concurrentes entre elles; différents pays de la zone offrant sou-

vent les mêmes productions au même moment.

— d'autre part elles peuvent globalement être concurrencées par des productions en provenance d'autres zones: Afrique Sud Sahara qui dispose de conditions de productions parfois meilleures, Amérique du Sud qui dispose d'avantage de contre saison, voire de l'Europe septentrionale compte tenu des progrès techniques permettant à certains pays d'offrir toutes sortes de produits (ainsi les tomates de Hollande).

Enfin dans l'un et l'autre des deux nouveaux systèmes on peut observer que dans leur ensemble les pays ne possèdent pas, sauf exception, la maîtrise des structures de l'appareil industriel et encore moins des réseaux de distribution

— pour le système ALIM, les Etats — comme on l'a dit — doivent composer avec d'autres acteurs publics et privés qui sont souvent plus puissants et mieux organisés — pour le système AGEX, les producteurs nationaux sont parfois bien organisés — par exemple pour les agrumes espagnols — mais subissent généralement la loi du marché qui favorise les acheteurs. Ces derniers sont particulièrement bien structurés à travers des grandes centrales d'achats qui tendent à constituer un oligopsonne pour la plupart des grands produits agricoles concernés⁽³⁴⁾.

En conclusion, on peut avancer qu'il n'y a plus de systèmes agro-alimentaires méditerranéens dominants, si tant est que la diversité des agricultures et des sociétés de cette région du monde aient jamais permis dans l'histoire d'en définir un d'une manière incontestable.

En revanche on peut poser comme évidence l'éclatement en plusieurs systèmes: — un système agro-alimentaire traditionnel (AGAT) fondé sur les filières de productions des consommations nationales

— un système alimentaire d'importation (ALIM) orienté vers la consommation urbaine à partir de denrées importées sur le marché international

— un système agro-exportateur (AGEX) qui propose sur le marché international des produits agricoles méditerranéens.

Si le premier système est concurrencé par les deux autres et se trouve en déclin, ces derniers restent vulnérables et ne permettent pas dans l'état actuel des rapports de force de préconiser un équilibre agro-alimentaire global sur la zone.

Il y a bien une crise globale des systèmes agro-alimentaires méditerranéens, expression dans d'autres domaines de la crise générale de la Méditerranée.

Les conclusions provisoires que l'on peut tirer sont qu'il n'y a plus de système agro-

⁽³³⁾ Cf. statistique sur les importations et les exportations des pays méditerranéens.

⁽³⁴⁾ Travaux en cours de J.C. MONTIGAUD.

alimentaire méditerranéen homogène mais que la diversité des agricultures et surtout des choix socio-économiques et politiques des sociétés ont entraîné un bouleversement de ce système et son éclatement.

III - L'agro-industrie dans les pays méditerranéens

On examinera successivement les principales caractéristiques des secteurs agro-industriels méditerranéens, les firmes et leurs stratégies, enfin les politiques publiques.

Les secteurs agro-industriels des pays méditerranéens, esquisse d'une typologie

En introduction à une analyse comparée plus détaillée des forces et faiblesses des différents secteurs agro-industriels des pays méditerranéens, on se bornera à esquisser une typologie. Celle-ci sera fondée sur l'appartenance ou non de la Communauté Economique Européenne qui tend à devenir le référentiel majeur des politiques et des stratégies des acteurs dans les différents domaines, notamment le domaine agro-alimentaire.

A - Les pays communautaires

1. La **France**: Elle est une «grande puissance agro-industrielle» comme l'attestent l'importance de ses productions et le solde positif de son commerce extérieur. Cependant, il est clair que, pour l'essentiel, ses performances sont celles d'une agro-industrie septentrionale liée aux grands bassins de production de la région parisienne pour les produits végétaux et de l'Ouest pour les produits animaux.

La façade méditerranéenne n'est généralement pas isolée dans les statistiques internationales⁽³⁵⁾. Elle correspond sensiblement à 10% de la valeur ajoutée du secteur, ce qui rendrait la zone déficitaire en terme d'échanges agro-alimentaires si elle était isolée du reste de la France.

Les seuls points forts de l'agro-industrie méridionale française sont ceux liés à la valorisation des filières locales, les produits de la vigne bien sûr, certains fromages comme le Roquefort, ou à une localisation liée aux facilités d'importation, ainsi pour les huileries près de Marseille.

2. L'**Italie**: Compte tenu de la réserve précédente sur le caractère peu méditerranéen de l'agro-industrie française, l'Italie est incontestablement la première puissance agro-alimentaire méditerranéenne, même si elle est aussi celle dont le déficit agro-alimentaire est le plus grand, plus de 8 milliards de dollars⁽³⁶⁾.

Son industrie est surtout concentrée dans le Nord auprès de la riche agriculture du bassin du Pô, cette industrie alimentaire repose sur le développement de produits de qualité (vins, charcuterie, fromages) en relation

Note sur le repérage des systèmes agro-alimentaires méditerranéens

La diversité des systèmes agro-alimentaires méditerranéens est telle qu'il est difficile de faire plus qu'une typologie permettant de repérer les modes dominants. C'est ainsi que trois modèles de base ont été définis:

- modèle agro-alimentaire traditionnel (AGAT)
- modèle d'alimentation basé sur l'importation (ALIM)
- modèle agricole orienté vers l'exportation (AGEX)

Ces modèles se combinant à des degrés divers dans la plupart des économies agro-alimentaires méditerranéennes, seule une étude fine des productions, des consommations et des échanges par filière et par pays permettrait de les mesurer.

En première approximation on peut adopter les indicateurs suivants basés sur les constitutifs des bilans agro-alimentaires.

Ressources $R = P + M$ avec $P = \text{PIB agricole}$ et $M = \text{Importation agro-alimentaire}$
 Emplois $E = U + X$ avec $U = \text{Utilisation intérieure (incluant consommation directe et indirecte, utilisations non alimentaires et variations des stock)}$ et
 $X = \text{exportation agro-alimentaire}$

avec $R = E$

En décomposant la production P en Production destinée à l'utilisation intérieure P_u et production exportée X , soit $P = P_u + X$

Il vient $R = P_u + M + X$

En posant $x = P_u/R$

$y = M/R$

$z = X/R$

avec $x + y + z = 1$

on peut considérer que x, y, z permettent un repérage approximatif, mais néanmoins significatif du poids respectif des modèles AGAT, ALIM et AGEX pour un pays et une période donnés.

avec un mode de consommation qui reste très méditerranéen et pour lequel l'Italie est un marché de référence. On le voit pour les produits comme l'huile d'olive et la tomate d'industrie pour lesquels l'Italie est leader mondial.

3. L'**Espagne**: Elle a vu son industrie alimentaire se développer et se renforcer considérablement ces dernières années elle peut acquérir des positions de compétitivité en liaison avec des productions agricoles sur lesquelles elle est devenu leader, ainsi dans le secteur des fruits et légumes ou dans un domaine non directement agricole mais proche, celui des produits de la mer.

4. Le **Portugal** et la **Grèce**: Ces deux pays ne disposent pas d'une agro-industrie très puissante et les seuls produits d'exportation sont ceux qui correspondent à une industrie symbole (le porto ici, le feta là).

Dans tous ces pays, il convient de noter que l'appareil de distribution reste très en retard par rapport à l'importance qu'a prise la grande distribution en France ou dans le Nord de l'Europe.

B - Les pays-tiers méditerranéens

La diversité des pays tiers méditerranéens, au delà du fait que la CEE tend pour tous à devenir le pôle de référence, est telle qu'il convient d'éviter des généralisations hâtives.

a) sur la rive nord méditerranéenne, nous

observons des positions très contrastées, entre d'une part les pays balkaniques relevant autrefois du système socialiste, d'autre part la Turquie.

Les premiers sont — comme on le sait — dans une situation difficile parfois dramatique (Albanie) et la détérioration de leur système agro-alimentaire est à l'image de l'ensemble de leurs structures économiques et sociales.

Même ceux d'entre eux qui disposaient d'une tradition agro-alimentaire forte — certaines régions de Yougoslavie ou la Roumanie — connaissent actuellement une situation de sous-compétitivité liée au sous-investissement, à la sous qualification et à l'absence de référence d'insertion dans l'économie de marché. Sur ce plan, comme sur d'autres, tout à faire ou à refaire.

La **Turquie** en revanche, connaît un développement important de son industrie agro-alimentaire à l'image de celle de son agriculture. Cette industrie travaille pour le marché intérieur et pour une part exporte dans les pays voisins, notamment le moyen-orient.

b) **La rive Sud** est formée, à l'exception de

⁽³⁵⁾ A titre d'exemple, la zone couverte par les programmes intégrés méditerranéen (PIM) comprend les régions Alpes, Côte d'Azur, Corse, Languedoc Roussillon, Midi Pyrénées, Aquitaine, les départements de Rhône Alpes, Ardèche et Drôme.

⁽³⁶⁾ Cf. statistiques.

Tableau 4 *Indicateurs structurels.*
Situations par zones, moyennes 1961-65 et 1981-85 (en millions de \$).

	Pays	x	y	z
I —	CEE-Méd 61-65	0,85	0,09	0,06
	CEE-Méd 81-85	0,42	0,31	0,28
II —	Pays Tiers Méd 61-65*	0,84	0,08	0,08
	Pays Tiers Méd 81-85*	0,57	0,34	0,09
A —	Maghreb 61-65	0,73	0,12	0,15
	Maghreb 81-85*	0,60	0,34	0,06
B —	Machrek 61-65	0,80	0,12	0,08
	Machrek 81-85	0,52	0,43	0,05
C —	Autres P.T.M. 61-65*	0,91	0,04	0,06
	Autres P.T.M. 81-85	0,65	0,12	0,23
I+II —	Ensemble Méd 61-65*	0,85	0,08	0,07
	Ensemble Méd 81-85*	0,48	0,32	0,19

Source: Nos élaborations des données du Tableau 3.

X = Pu/R Production destinée à l'util. interne/Ressources totales (expression de l'AGAT);

Y = M/R Importations/Ressources totales (expression de l'ALIM);

Z = Exportations/Ressources totales (expression de l'AGEX).

l'Etat d'Israël, des pays Arabes (Maghreb et Makrech). Au-delà de ce trait commun, il existe une diversité importante en termes de niveaux de développement et de choix des politiques publiques.

Au **Maghreb** par exemple, les stratégies envers le secteur agro-industriel ont été différentes, voir opposées:

— dans certains pays, comme l'Algérie, a été fait le choix de politique d'industrialisation ambitieuse à partir d'investissement public. Si les déboires dans le secteur agro-alimentaire sont moindres que dans d'autres secteurs ou pour d'autres activités, il s'en faut de beaucoup pour que ce secteur enregistre ses performances à la hauteur des investissements réalisés.

— dans d'autre cas, comme au Maroc, l'effort a été plus orienté vers l'initiative privée, sur la base de capitaux nationaux ou étrangers et on peut observer des résultats intéressants qui sans situer ce pays comme «nouveau dragon», comme on a pu le prétendre, le mettent cependant en situation moins défavorisée.

Au Makrech, la situation est plus compliquée du fait de l'accès différentiel à la rente pétrolière et des tensions et conflits qui caractérisent la région.

L'Egypte dispose d'une industrie alimentaire importante compte tenu de l'immensité des besoins à couvrir, cependant cette industrie reste peu capitalisée et souffre d'un pro-

blème de qualification de sa main-d'oeuvre. **Les pays du Golfe**, notamment l'Arabie Saoudite, ont procédé parfois des investissements considérables, mais ceux-ci pour l'instant ne donnent pas de résultats sensibles.

Enfin, notons que la guerre du Liban a entraîné un redéploiement de certains capitaux dans d'autres pays, notamment en Jordanie.

Dans tous ces pays, il convient de noter, encore plus que pour ceux du Nord, la faiblesse relative de l'appareil de distribution par rapport aux normes contemporaines. Au terme de ce bref survol, on peut observer qu'il n'y a pas d'unité dans l'agro-industrie méditerranéenne à l'instar de son système agro-alimentaire.

Les firmes et leurs stratégies

L'agro-alimentaire n'est pas traditionnellement celui des plus grandes firmes. Il est en général mis en oeuvre par un nombre élevé de PME familiales, plus ou moins performantes, certaines l'étant d'une manière remarquable.

Pendant c'est un secteur où l'on observe l'intervention de firmes multinationales et dans certains cas l'agro-alimentaire a connu des opérations de concentration tout à fait exceptionnelle⁽³⁷⁾.

Si ces firmes multinationales sont présentes en Méditerranée, compte tenu de l'importance stratégique des marchés alimentaires concernés⁽³⁸⁾. En revanche elles sont peu représentées en termes d'implantations industrielles.

Les statistiques dont on dispose⁽³⁹⁾ montrent que seule deux grandes firmes multinationales peuvent être considérées comme

méditerranéennes BSN et Ferruzzi. Au delà du fait qu'elles appartiennent aux deux principales nations agro-alimentaires, et que l'une et l'autre sont très présentes dans le pays voisin, BSN en Italie par son alliance avec Agnelli et Ferruzzi en France par le contrôle de Beghin Say, ces deux firmes multinationales sont très différentes.

— BSN est un groupe alimentaire diversifié orienté vers l'aval qui n'est pas d'origine méditerranéenne, mais qui a explicitement une stratégie sur la zone puisqu'il est devenu, non seulement premier en France, mais premier en Italie et premier en Espagne et qu'il a commencé quelques opérations sur la Grèce et le Portugal. Au demeurant son capital est très ouvert à des partenaires méditerranéens, italiens ou espagnols (famille Agnelli, Fossati, Carasso).

— Ferruzzi en revanche, s'il est à l'évidence d'origine méditerranéenne (Ravenne) a une stratégie agro-industrielle qui ne se développe pas spécifiquement sur cette seule zone mais plus largement à l'échelle mondiale.

Après ces deux géants, on peut repérer quelques autres groupes importants qui sont là également italiens ou français:

— en Italie, la SME liée aux capitaux publics ou Barilla l'«empereur des pâtes»,

— en France, le groupe Perrier implanté à la fois à la source Perrier et contrôlant Roquefort ou le groupe Pernod Ricard, producteur de boissons méditerranéennes s'il en est.

Après eux se situent un certain nombre de groupes de moyenne importance, à la fois dans les pays de l'arc latin (Espagne, France, Italie) mais également en Turquie ou se développe une agro-industrie vigoureuse

⁽³⁷⁾ Cf. travaux Agrodاتا.

⁽³⁸⁾ On peut estimer à plus de 20 milliards de dollars, les marchés agro-alimentaires méditerranéens uniquement exprimés en terme de déficit commercial cumulé des nations.

⁽³⁹⁾ Références AGRODATA.

qui appelle les investissements nationaux ou ceux de firmes multinationales ⁽⁴⁰⁾.

A côté de ces groupes privés, on peut repérer des entreprises publiques importantes dans les pays pour lesquels le secteur public jouait un rôle moteur. C'est le cas par exemple de l'Algérie (ENIAL) ou de la firme italienne SME déjà citée.

Notons enfin que le secteur agro-alimentaire est traditionnellement celui où les formes coopératives sont également importantes et certaines d'entre elles ont, en Espagne et Italie — sans parler de la Yougoslavie — joué un rôle tout à fait important dans le développement d'une agro-industrie nationale. Au-delà, nous avons une myriade de PME dont nous avons dit que certaines étaient très performantes mais dont la plupart se situent en position de compétitivité difficile par rapport aux capacités des grandes firmes.

Les politiques publiques

L'agro-industrie n'est pas généralement un sujet de préoccupation pour les Etats, car elle n'est pas, comme l'agriculture, représentative d'une catégorie sociale dont le poids politique, même si moindre qu'il a été, reste une composante importante des opinions publiques et donc des électors.

On peut cependant montrer quelques orientations de ces politiques publiques soit au niveau des Etats eux-mêmes, soit au-delà des politiques supranationales mises en oeuvre par des groupements tels que la Communauté Economique Européenne qui tend à devenir un partenaire majeur de l'avenir de la zone.

Au niveau des Etats et, à l'intérieur d'entre eux, au niveau des Régions, l'accent est souvent mis sur des approches de filières, souvent dans une optique défensive: il faut pouvoir garder les productions traditionnelles et pour cela leur trouver des débouchés. Dans cette optique il convient de souligner l'importance prise par les politiques de label permettant de définir et de promouvoir une catégorie de produits, souvent sur la base d'une région de production. Le système des appellations contrôlées est ainsi considéré comme profitable aux productions de telles ou telles régions, dans telle ou telle filière, par exemple: dans le vin, dans le fromage, dans la charcuterie.

Ces filières sont souvent représentatives des productions méditerranéennes et on comprend que cette politique d'appellation a pu se heurter aux traditions libérales des pays du Nord au niveau des discussions communautaires.

La politique agro-alimentaire de la CEE n'est pas définie par rapport à une approche globale du système agro-alimentaire et ce manque de vue générale souffre à la rigueur de sa définition. Elle a pris cependant un certain nombre de décisions, d'actions incitatives en matière de promotion de produits de qualité (normes et labels) qui s'ajoutent et complètent les dispositifs nationaux.

Elle joue par ailleurs un rôle déterminant dans les discussions internationales avec les

Commentaire

Les calculs des indicateurs structurels x, y, z et les graphiques qui leur correspondent permettent de mettre en relief l'évolution importante des économies agricoles méditerranéennes sur le quart de siècle faisant l'objet de cette première analyse.

Au **niveau global** il apparaît que l'ensemble méditerranéen présente deux traits majeurs:

- une internationalisation importante (recul général de x),
- un déficit agro-alimentaire global ($y > z$)

La croissance des importations étant plus forte que celle des exportations, ce déficit a tendance à s'aggraver.

Par **zones** les situations apparaissent contrastées:

- pour la CEE - méditerranéenne l'internationalisation est plus accentuée et les échanges équilibrés,
- pour les pays tiers-méditerranéens cette internationalisation est un peu moins forte mais est déséquilibrée, les importations augmentant vivement alors que les exportations stagnent.

A l'intérieur de ces pays tiers, ces constats sont vrais pour l'ensemble des pays de la rive sud en particulier ceux du Machrek, alors que les autres P.T.M. (notamment la Turquie) font exception.

Par **pays** on observe également la même diversité mais plus affinée:

- les pays les plus internationalisés sont pour des raisons différentes Israël, la France, l'Arabie Saoudite et les autres Etats pétroliers du golfe
- les pays les moins intentionnalisés sont ceux de l'arc nord-est (Yougoslavie, Turquie), ainsi que l'Espagne
- les pays à vocation exportatrice la plus affirmée sont la France (pour l'essentiel non méditerranéenne) et Israël,
- les pays les plus importateurs sont, en plus des deux précédents, — signe de leur internationalisation — formés de deux groupes: d'une part d'autres pays du Nord comme l'Italie ou le Portugal, d'autre part l'ensemble des pays du Sud, notamment ceux bénéficiant d'une rente pétrolière autorisant de fortes importations (Etats du golfe, Libye, Algérie).

pays tiers méditerranéens afin de définir en particulier les zones d'équilibre concurrentiel entre les différentes productions des différents pays concernés.

Peut-on aller plus loin et développer un modèle agro-industriel méditerranéen? Le problème de base se situe — à notre avis — au niveau des normes de consommation. Il conviendrait de redéfinir et de promouvoir un nouveau modèle de consommation alimentaire méditerranéen, reprenant les vertus des anciens modèles et alliant des aspects festifs à des préoccupations notamment en termes diététiques.

Ce modèle devrait être promu à travers une politique de communication appropriée et reposer sur un appareil de production agricole et sur une industrie alimentaire privilégiant les normes de qualité.

Ceci nécessite, à la fois, des définitions rigoureuses en matière de normes, un effort de recherche et de développement, et évidemment un effort en matière d'investissement industriel lui-même de réseaux de distribution et d'investissement en communication. Il s'agit de sortir du dilemme entre le système agro-alimentaire traditionnel AGAT et les systèmes nouveaux ALIM et AGEX pour redéfinir un système alimentaire reposant sur la production de produits de qualité et leur valorisation sur place afin d'apporter une meilleure valeur ajoutée dans les pays con-

cernés et d'assurer ensuite leur insertion dans le marché international.

En termes de schéma stratégique, pour reprendre les analyses portésiennes, il convient de définir une stratégie de compétitivité basée sur la différenciation et à l'intérieur d'un certain nombre de créneaux, sur la maîtrise du marché et des coûts. Cette stratégie de la différenciation nécessite un contrôle de la qualité et par là même une bonne organisation du secteur tout entier. Les conditions de cette stratégie sont claires, elles reposent sur une coopération à la fois entre les acteurs publics et privés. Elles nécessitent une bonne information et une bonne formation des agents concernés, compte tenu des contraintes de qualification que ce système modernisé requiert ⁽⁴¹⁾.

En conclusion, on peut avancer que la crise du système agro-alimentaire méditerranéen est profonde et qu'elle est le reflet de la crise globale de la zone méditerranéenne dans le monde. Il n'y a pas de recette miracle à attendre, mais, là comme ailleurs, la voie étroite d'une politique volontariste. ●

⁽⁴⁰⁾ Cf. travaux R. Perez, S. Kançal (1989), E. Aykulu (1991).

⁽⁴¹⁾ Cela légitime, s'il en est besoin, la mise en place de formations qualifiantes orientées sur une bonne connaissance du marché international et des ses contraintes.

Références bibliographiques

Ce rapport introductif s'inscrivant dans une ligne de recherche développée au sein du CIHEAM/IAM de Montpellier et dans le réseau Agropolis-Stratégies, présentera tout d'abord les références des travaux issus de ces collectifs de recherche. On se référera ensuite aux autres activités scientifiques du pôle Agropolis-Montpellier et à celles de l'ensemble du CIHEAM (notamment, pour ce dernier, aux colloques internationaux publiés dans Options Méditerranéennes). On présentera enfin les autres références utilisées pour la préparation du présent rapport.

I - Travaux CIHEAM/IAMM et Agropolis-Stratégie, Montpellier

Agrodata (M.C. Allaya, J.P. Destandau, C. Madelaine, S. Oncuoglu, R. Perez, J.L. Rastoin) (1990): «*Les cent premiers groupes agro-alimentaires mondiaux*», 5^e édition, Montpellier: CIHEAM/IAMM. Vol. 1: analyses (stratégies - structures - performances), 368 p.; Vol. 2: présentation des groupes, 619 p.

Allaya M. (1986): «*Les consommations et les politiques alimentaires au Maghreb*». p. 219 (Actes du colloque FAO-CIHEAM).

Allaya M., Allaya M.C., Gheris G., Madeleine C., Papayannakis M. (1984): «*Alimentation et agriculture en Méditerranée, autosuffisance ou dépendance?*». Paris, Publisud, p. 215.

Allaya M., Labonne M., Papayannakis M. (1986): «*La sécurité alimentaire dans les pays arabes (rapport pour le colloque de l'Arab Thought Forum)*», Amman, février 1986.

Allaya M., Labonne M., Papayannakis M. (1988): «*Les échanges agro-alimentaires méditerranéens: enjeu mondial*». Paris: CIHEAM, p. 219 (Options Méditerranéennes).

Aykulu E. (1991): «*Les stratégies d'implantation des firmes multinationales: l'exemple des FMN agro-alimentaires en Turquie*». Montpellier: CIHEAM/IAMM, mai, p. 97 + an. (thèse Master of Science du CIHEAM).

Bourbouze A., Donadieu P. (1987): «*L'élevage sur parcours en régions méditerranéennes*». Paris: CIHEAM, p. 104 (Options Méditerranéennes).

Hacherouf A. (1990): «*Evolution historique et comparative de la consommation alimentaire dans les pays du Maghreb Central: Algérie-Maroc-Tunisie*». Montpellier: CIHEAM/IAMM, fév. (thèse Master of Science du CIHEAM).

Malassis L., Padilla M. (1982): «*Typologie mondiale des modèles agro-nutritionnelles*». Montpellier: CIHEAM/IAMM, p. 87.

Padilla M. (à paraître): «*Le pouvoir d'achat alimentaire et la liberté de consommer: de la théorie à la réalité*». In: Food and food ways (Cornell, USA).

Padilla M. et Oncuoglu S. (1990): «*Evolution of food consumption in Turkey and the Mediterranean*». In: METU Studies in Development (Ankara), Vol. 17, nos 3-4, Ankara, p. 39.

Perez R. (novembre 1988): «*BSN*». Paris: Eurostaf Dafsa, 43 p., 2^e édition, mars 1990; 3^e édition, juin 1991 (Analyses de Groupes).

Perez R. (1988): «*La recherche économique et les filières agro-industrielles*». (Communication aux Journées Internationales d'Agropolis sur L'agro-industrie méditerranéenne et tropicale, Montpellier, déc.).

Perez R. (1989): «*Les enjeux de la recherche agro-alimentaire Méditerranéenne*». Extrait de: Turquie, Moyen-orient, Communauté Européenne édité par J. Thobie J. et S. Kancel. Paris, L'Harmattan, pp. 11-22 (colloque de Chantilly, CNRS, septembre 1987).

Perez R. (1990): «*Le stratégie di internazionalizzazione dei gruppi agroalimentari: l'esempio della BSN*». In: Rivista milanese di Economia, n° 18, pp. 129-156 (Estratto da serie Quaderni) (colloque sur «*L'internationalisation de l'industrie alimentaire en Europe*», Milan, mars 1988).

Perez R. (publication en cours): «*Les filières agro-alimentaires en Méditerranée (Colloque sur L'avenir du Bassin Méditerranéen)*», Montpellier, septembre 1990, colloque sur L'économie agro-alimentaire en Méditerranée, Portici, oct. 1990).

Perez R., Kancel S., (publication en cours): «*Les stratégies d'implantation des firmes multinationales: le cas des FMN agro-alimentaires en Turquie*». Paris, L'Harmattan (colloque CNRS sur Agriculture, industrialisation et développement en Turquie, Adana, mai 1989).

Perez R., Oncuoglu S. (1990): «*Les opérations structurales des grands groupes agro-alimentaires*». In: Economie & Gestion Agro-alimentaire, n° 17, pp. 26-32.

Perez R., Rastoin J.L. (1989): «*L'industrie du lait en Europe*». Paris, Eurostaf Dafsa, p. 370 (avec la collaboration de S. Oncuoglu S. et C. Gurluman).

Perez R., Rastoin J. L. (1989) (éds): «*Les stratégies agro-industrielles*». In: n° spécial d'Economies et Sociétés (Cahiers de l'ISMEA), Sér. AG 20, juillet 1989, pp. 1-225.

Dans ce numéro: R. Pérez: «*Contraintes stratégiques et logiques d'action des groupes alimentaires*», pp. 9-26. J. L. Rastoin: «*Stratégies des industries de l'agro-alimentaire: la nouvelle donne*», pp. 69-90.

Rastoin J. L. (novembre 1988): «*Bongrain*». Paris, Eurostaf Dafsa, p. 45; édition, mars 1990; 3^e édition, juin 1991 (Collection Analyses de Group dirigée par J.N. Vieille).

Rastoin J.L. (novembre 1988): «*Be/*». Paris, Eurostaf Dafsa, 41 p.; 2^e édition, mars 1990; 3^e édition, juin 1991 (Collection Analyses de Groupes, dirigée par J.N. Vieille).

Rastoin J.L. (1990): «*Stratégie d'internazionalizzazione delle imprese agroalimentari francesi: il caso Bongrain*». In: Rivista Milanese di Economia, série Quaderni, n° 18, Cariplo, Milano, pp. 157-181.

Rastoin J.L., Allaya M.C. (1990): «*Les multinationales de l'agro-alimentaire à la fin des années 80: l'impératif de la mondialisation*». In: Economie et Gestion Agro-alimentaire, n° 17, pp. 20-25.

Rastoin J.L., Viala-Tavakoli S. (1991): «*La restauration hors foyer: l'industrie européenne face au modèle américain*». Paris, Eurostaf Dafsa, p. 301.

Segre A. (1989): «*Dynamique de la consommation et du système agro-alimentaire italien*». Montpellier: CIHEAM/IAMM, déc. (thèse Master of Science du CIHEAM).

II - Autres travaux Agropolis et colloques CIHEAM

a) Agropolis Montpellier (Secteur Sciences Sociales)

Bartoli P., Boulet D. (1989): «*Dynamique et régulation de la sphère agro-alimentaire: l'exemple viticole*». Montpellier: Université de Montpellier 1. Faculté de Droit et des Sciences Economiques, p. 1310 (3 vol.).

Le Coz J. (1990): «*Espaces méditerranéens et dynamiques agraires: état territorial et communautés rurales*». Paris: UNESCO-MAB/CIHEAM. p. 393 (Options Méditerranéennes).

Lauret F. (1983): «*Sur les filières agro-alimentaires*». In: Economies et Sociétés (Cahiers de l'ISMEA), série AG, n° 17, pp. 721-740.

Malassis L., Padilla M. (1986): «*Economie agro-alimentaire*». Paris, Cujas, p. 450 (Tome III: L'Economie Mondiale).

Malassis (1990): «*L'agriculture dans l'utilisation économique de l'espace*». In: Economie Rurale, n.os 202-203, mars-juin 91, pp. 4-9.

Montigaud J.C. (1975): «*Filières et firmes agro-industrielles: le cas des fruits et légumes transformés*». Montpellier: ENSA/INRA, 336 p. (2 tomes) (thèse Sciences Economiques).

Montigaud J.C., Lauret F. (1972): «*Structures économiques et comportement des entreprises: le cas des industries de transformation des fruits et légumes*». Montpellier: ENSA/INRA.

Montigaud J.C. (1989): «*Les filières fruits et légumes et la grande distribution: méthodes d'analyse et résultats*». Montpellier: ENSA/INRA, 26 p. (contribution au X^{ème} séminaire CIRAD, 11-15 septembre 1989, Montpellier).

b) Colloques internationaux du CIHEAM

Allaya M. (ed) (1988): «*L'économie de l'olivier*». Paris: CCE (DG I)/CIHEAM, sept., p. 219 (Actes du colloque de Tunisie, 20-22 janvier 1987) (Options Méditerranéennes).

Aumaitre A. (1989): «*The production of pig meat in Mediterranean countries*». Paris: CEC (DGXII)/CIHEAM, sept., p. 193 (Proceedings of the Istanbul Seminar, 1-3 December, 1986) (Options Méditerranéennes).

Bougler J., Tisserand J.L. (eds) (1990): «*Les petits ruminants et leurs productions dans la région méditerranéenne*». Paris: CIHEAM, p. 133 (Actes des colloques de Paris - France, 5-9 mars 1990) (Options Méditerranéennes).

Lerin F. (éd.) (1986): «*Céréales et produits céréaliers en Méditerranée*». Paris: CIHEAM, p. 393 (Actes du colloque de Rabat - Maroc, 6-8 mars 1985) (Options Méditerranéennes).

Sauveur B. (1990): «*L'aviculture en Méditerranée*». Paris: CIHEAM/CEE-DGI, p. 314 (Actes du colloque de Belgrade - Yougoslavie, 5-7 nov. 1987) (Options Méditerranéennes).

III - Autres références utilisées

Adefi (1979): «*Filières industrielles et stratégies d'entreprises*», Actes du colloque de Chantilly, 1978, Paris, 1979.

Adefi (1983): «*Economie industrielle: problématique et méthodologie*». Paris: Economica (Actes du colloque de Lyon, 1981).

Adefi (1985): «*L'analyse de filière*», Paris, Economica (Actes du colloque de Nantes, 1983).

De Bandt J. (1988): «*La filière comme méso-système*». Extrait de: *Traité d'Economie industrielle*, Paris, Economica, pp. 242-249.

Boyer R. (1986): éd. «*Capitalismes fin de siècle*». Paris: Presses Universitaires de France (PUF), p. 268.

Braudel F. (sous la direction de) (1985): «*La Méditerranée: l'Espace et l'Histoire*». Paris, Flammarion, p. 223 (Champs).

Braudel F. (sous la direction de) (1986): «*La Méditerranée: Les Hommes et l'Héritage*». Paris, Flammarion, p. 217 (Champs).

Braudel F. (1985): «*La dynamique du capitalisme*». Paris, Arthaud, p. 121.

Crozier M., Friedberg E. (1977): «*L'acteur et le système: les contraintes de l'action collective*». Paris, Seuil, p. 436.

Davis J.H., Goldberg Ray A. (1957): «*A concept of agribusiness*». Boston, Harvard University, p. 136.

Drevet J.F. (1986): «*La Méditerranée, nouvelle frontière de l'Europe des douze*». Paris, Karthala, p. 232.

Farje: Communication sur les perspectives démographiques au Maghreb (séminaire DATAR, Arles, 1991).

Goldberg Ray A. (1968): «*Agribusiness coordination: a system approach to the wheat, soybean and Florida orange economies*». Boston, Harvard University, p. 256.

Laborit H. (1974): «*La nouvelle grille: pour décoder le message humain*». Paris, Laffont, p. 259.

Le Moigne J.L. (1977): «*La théorie du système général*». Paris, Presses Universitaires de France (PUF), p. 258.

Le Moigne (1990): «*La modélisation des systèmes complexes*». Paris, Dunod, 178 p.

Morvan Y. (1985): «*Filière de production*». In: *Fondements de l'Economie industrielle*, Paris, Economica, p. 199-231.

Paulrè B. (1985): «*La causalité en économie*». Lyon, Presses Universitaires de Lyon (PUL), p. 440.

Porter M. (1980): «*Competitive strategy*». New York, The Free Press. A Division of Macmillan Inc.

Porter M. (1985): «*Competitive advantage*». New York, The Free Press. A Division of Macmillan Inc.

Porter M. (1990): «*The competitive advantage of nations*». London, Macmillan.

Rainelli M. et al., Les filières de production (1988): «*Extrait de: Traité d'Economie industrielle*». Paris, Economica, pp. 233-237.

Sipek K. (1984): «*Genèse et développement de la bio-industrie*». In: *Revue d'Economie Industrielle* (n° spécial), n° 18, 4^e trim. 81, 380 p.

Touraine A., (1984): «*Le retour de l'acteur*». Paris, Fayard, 350 p.

Wallerstein I. (1985): «*Le capitalisme historique*». Paris, La Découverte, 12